

Mise à jour : 5 octobre 2020

CORONAVIRUS : LES MESURES D'ACCOMPAGNEMENT DES ENTREPRISES DE PROXIMITÉ

Vous rencontrez des difficultés pour accéder aux aides ? Faites-nous en part à l'adresse : u2p@u2p-france.fr



Sommaire



Interactif : accès direct en un clic

Information gouvernementale

- 4 L'information gouvernementale en ligne

Déconfinement

- 6 Protocole national de déconfinement et fiches conseils
- 7 Achat d'équipements de protection individuelle avec ProxiProtection

Aides aux entreprises

- 9 Accès à une cellule de soutien psychologique
- 10 Dispositions relatives aux établissements recevant du public
- 11 Report de certaines cotisations sociales
- 14 Les mesures exceptionnelles des organismes de prévoyance et de complémentaire santé
- 15 Aide financière pour les travailleurs indépendants
- 16 Indemnité exceptionnelle de perte de gains – CPSTI
- 17 Indemnité exceptionnelle de perte de gains – Agirc-Arrco
- 18 Plans de règlement des impôts dus pendant la période de crise sanitaire
- 20 Suspension des contrôles fiscaux
- 21 Solliciter la Commission des chefs de services financiers
- 22 Fonds de solidarité
- 26 Report des loyers, des factures d'eau, de gaz et d'électricité
- 27 Prêts garantis par l'État (PGE)
- 28 Subventions pour l'achat d'équipements de protection
- 29 Médiation du crédit

- 30 Médiation des entreprises
- 31 Déclaration de résultat
- 32 Déclaration de TVA
- 33 Arrêts de travail liés au covid-19

Mesures relatives aux salariés

- 35 Obligations concernant les déplacements des salariés
- 36 Obligations sanitaires vis-à-vis des salariés
- 38 Conditions de recours à l'activité partielle
- 39 Conditions d'exercice du droit de retrait
- 40 Mesures relatives aux congés et durée du travail
- 41 Élections professionnelles
- 42 Versement de la prime exceptionnelle de pouvoir d'achat aux salariés
- 43 Arrêts de travail liés au covid-19
- 44 Apprentis

Aides de l'Union européenne

- 46 Utilisation des fonds structurels, dont le soutien au financement des fonds de roulement des PME

Contrats et contentieux

- 48 Contrats publics
- 50 Contentieux

Aides régionales

- 52 Les mesures d'accompagnement des Régions

INFORMATION GOUVERNEMENTALE

L'information gouvernementale en ligne

Le site d'information du Gouvernement sur le coronavirus :

- <https://www.gouvernement.fr/info-coronavirus>

Le site Internet du ministère de l'Economie et des Finances consacré aux mesures d'urgence pour les entreprises :

- <https://info-entreprises-covid19.economie.gouv.fr/kb>

Les mesures de soutien aux entreprises présentées dans ce document de synthèse sont détaillées sur le site :

- <https://www.economie.gouv.fr/coronavirus-soutien-entreprises>

Le Gouvernement propose également une brochure régulièrement actualisée des mesures de soutien mises en œuvre pour les entreprises :

- <https://www.economie.gouv.fr/files/files/PDF/2020/Coronavirus-MINEFI-10032020.pdf>

Les mesures concernant les employeurs et leurs salariés font l'objet d'un questions-réponses du Ministère du Travail « Coronavirus : Questions/ réponses pour les entreprises et les salariés » :

- <https://travail-emploi.gouv.fr/actualites/l-actualite-du-ministere/article/coronavirus-questions-reponses-pour-les-entreprises-et-les-salaries>

DÉCONFINEMENT

Protocole national de déconfinement et fiches conseils

Le ministère du Travail a mis en ligne le **protocole national de déconfinement** pour les entreprises :
<https://travail-emploi.gouv.fr/IMG/pdf/protocole-national-de-deconfinement.pdf>

Le ministère du Travail publie également des **fiches conseils métier par métier** pour aider les employeurs dans la mise en œuvre des mesures de protection contre le covid-19 sur les lieux de travail et assurer la continuité de l'activité économique :
<https://travail-emploi.gouv.fr/actualites/l-actualite-du-ministere/article/coronavirus-covid-19-fiches-conseils-metiers-pour-les-salaries-et-les->

Achat d'équipements de protection individuelle avec ProxiProtection

À compter du 20 mai 2020, l'ensemble du matériel sanitaire nécessaire à la protection individuelle des artisans, des commerçants et des professionnels libéraux, de leurs salariés et de leurs clients ou patients, est proposé à la vente sur le site proxiprotection.fr.

Les chefs d'entreprise de proximité disposent ainsi de leur propre réseau indépendant pour s'équiper rapidement et durablement, dans des conditions tarifaires avantageuses, en masques, gants, gel hydroalcoolique, visières antiprojections, blouses...

La plateforme ProxiProtection, initiée par l'U2P et soutenue par la Direction Générale des Entreprises

du Ministère de l'Économie et des Finances, est le fruit d'un partenariat avec la société Paris Fashion Shops, chargée de l'approvisionnement, de la vente et de la livraison du matériel, dans le respect des normes sanitaires en vigueur.

Soutenu
par



AIDES AUX ENTREPRISES



Accès à une cellule de soutien psychologique

L'U2P et ses organisations membres ont mis en place le 20 mai 2020 une plateforme d'écoute et d'accompagnement psychologique des chefs d'entreprise de proximité grâce à un numéro national d'appel gratuit : le **09 85 607 727**, ouvert 7 jours sur 7 de 8h à 20h.

Pour répondre à l'inquiétude et parfois la grande détresse causées par la crise actuelle, l'U2P a cherché les moyens de rompre l'isolement des chefs d'entreprise, en leur permettant de libérer leur parole et d'évoquer leurs difficultés avec des professionnels de confiance.

Ce numéro d'appel gratuit permet d'entrer en dialogue avec l'un(e) des trente psychologues mis à disposition.

Sa mise en place est rendue possible par l'UNAPL et ses deux fédérations membres représentant les psychologues, le Groupement syndical des praticiens de la psychologie, psychothérapie, psychanalyse en libéral (PSY'G) et le Syndicat national des psychologues (SNP), ainsi que par le cabinet de psychologues en ligne BeMyPsy.

Dispositions relatives aux établissements recevant du public

Le décret n° 2020-293 du 23 mars 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire précise à son article 8 :

- Les catégories d'établissements qui ne peuvent plus accueillir du public jusqu'au 15 avril 2020
- Les établissements qui peuvent continuer à recevoir du public selon la liste des activités figurant en annexe du décret

+ Circulaires U2P [20.103](#), [20.86](#) et [20.68](#)

+ Décret [n°2020-293 du 23 mars 2020](#)

- L'interdiction de la tenue des marchés, couverts ou non et quel qu'en soit l'objet

Il est indiqué que le représentant de l'État dans le département peut, après avis du maire, accorder une autorisation d'ouverture des marchés alimentaires qui répondent à un besoin d'approvisionnement de la population si les conditions de leur organisation ainsi que les contrôles mis en place sont propres à garantir le respect des dispositions de l'article 1er et de l'article 7 du décret.

Report de certaines cotisations sociales

Conformément aux mesures annoncées par le Président de la République jeudi 12 mars 2020 dans le cadre de la crise du coronavirus, **les charges sociales (URSSAF) de mars ne seront pas prélevées.**

Les employeurs dont la date d'échéance Urssaf intervient le 15 du mois ont pu reporter tout ou partie du paiement de leurs cotisations salariales et patronales pour l'échéance du 15 mars 2020. De même, les employeurs dont la date d'échéance Urssaf intervient le 5 du mois peuvent reporter tout

ou partie du paiement de leurs cotisations salariales et patronales pour l'échéance du 5 avril 2020.

La date de paiement de ces cotisations pourra être reportée jusqu'à 3 mois : des informations seront communiquées ultérieurement sur la suite. Aucune pénalité ne sera appliquée.

Pour les travailleurs indépendants, l'échéance mensuelle du 20 mars et celle du 5 avril n'ont pas été prélevées. Dans l'attente de mesures à venir, le montant de cette échéance sera lissé sur les échéances ultérieures (avril à décembre).

Report de certaines cotisations sociales

En complément de cette mesure, les travailleurs indépendants peuvent solliciter :

- l'octroi de délais de paiement, y compris par anticipation. Il n'y aura ni majoration de retard ni pénalité ;
- un ajustement de leur échéancier de cotisations pour tenir compte d'ores et déjà d'une baisse de leur revenu, en réestimant leur revenu sans attendre la déclaration annuelle ;
- l'intervention de l'action sociale pour la prise en charge partielle ou totale de leurs cotisations ou

pour l'attribution d'une aide financière exceptionnelle

Comment procéder :

Espace personnel en ligne sur urssaf.fr et envoi d'un message via la rubrique « Une formalité déclarative » > « Déclarer une situation exceptionnelle ».

Il est également possible de joindre votre Urssaf par téléphone au 0 806 804 209.

Voir <https://www.Economie.Gouv.Fr/coronavirus-soutien-entreprises> avec fiche « les mesures de soutien et les contacts ».

+ Circulaire U2P [20.56](#)

Report de certaines cotisations sociales

Agirc-Arrco : Prélèvements des cotisations de retraite complémentaire

En cas de DSN de février 2020 non déposée : l'entreprise peut encore la déposer en adaptant le montant de son paiement de cotisations de retraite complémentaire (montant de paiement à zéro ou montant représentant une partie des cotisations).

En cas de DSN de février 2020 déposée : l'entreprise doit informer sa caisse de retraite avant le 19 mars 2020 qu'elle souhaite reporter le paiement SEPA renseigné dans la DSN ou le réduire.

+ Circulaire U2P [20.46](#)

Si l'entreprise règle habituellement ses cotisations hors DSN, elle peut adapter le montant de son règlement selon son besoin.

Rubrique dédiée sur le site Agirc-Arrco : <https://www.agirc-arrco.fr/particuliers/covid-19-dispositions-generales/covid-19-disposition-pour-le-grand-public/>

Rubrique dédiée sur le site DSN-Info : <http://www.dsn-info.fr/actualites.htm# covid19-retraite>

Les mesures exceptionnelles des organismes de prévoyance et de complémentaire santé

Une pluralité d'initiatives pour prendre en compte les conséquences sociales et économiques de l'épidémie de covid-19

De nombreux organismes couvrant les risques prévoyance et santé (institutions de prévoyance, assurances, mutuelles) ont décidé de mettre en œuvre, de leur propre initiative, des mesures d'aides et d'accompagnement en direction de leurs entreprises adhérentes et des bénéficiaires des garanties.

+ Circulaire U2P [20.144](#) et [20.154](#)

Ces mesures peuvent par exemple prendre la forme : de reports ou d'exonérations de cotisations, d'accès à des fonds d'urgence, d'un maintien des garanties pendant les arrêts de travail dérogatoires covid...

Ces initiatives étant spécifiques à chaque organisme assureur concerné, il est nécessaire de se rapprocher de ces derniers afin de prendre connaissance des mesures de soutien qu'ils ont mis en place.

Aide financière pour les travailleurs indépendants

Aide financière CPSTI/ACOSS pour les travailleurs indépendants impactés par la crise

L'action sociale constitue une aide complémentaire aux aides mises en place en parallèle comme le Fonds de solidarité de l'État ou les indemnités journalières « Coronavirus ».

L'aide financière exceptionnelle (AFE) constitue le dispositif principal et prioritaire d'aide aux cotisants dans le cadre de l'action sociale de la branche Recouvrement.

Sont concernés par cette aide tous les travailleurs indépendants affiliés, **quel que soit leur statut, si les critères d'éligibilité suivants sont remplis :**

- avoir effectué au moins un versement de cotisations depuis son installation ;

- avoir été affilié avant le 01/01/2020 ;
- être concerné de manière significative par des mesures de réduction ou de suspension d'activité.

Pour bénéficier de l'aide, le travailleur indépendant doit [compléter le formulaire](#) puis le transmettre accompagné des pièces justificatives demandées par courriel à son [Urssaf/CGSS de domiciliation professionnelle](#).

Sa demande sera étudiée et le **travailleur indépendant sera informé par un courriel** dès acceptation ou rejet de sa demande.

En savoir plus sur le dispositif d'Action sanitaire et sociale mis en œuvre pour les travailleurs indépendants : <https://www.secu-independants.fr/action-sociale/aide-coronavirus/>

+ Circulaire U2P [20.84](#)

Indemnité exceptionnelle de perte de gains – CPSTI

Les travailleurs indépendants de l'artisanat et du commerce vont pouvoir **bénéficier, en avril, d'une « indemnité de perte de gains »**.

Cette **aide exceptionnelle** validée par le Conseil de la Protection Sociale des Travailleurs Indépendants (CPSTI), avec l'accord de l'U2P, de la CPME et du MEDEF, ainsi que des ministères de tutelle, sera modulable en fonction du niveau de cotisations de chacun au régime de retraite complémentaire des indépendants (RCI), et ce dans la **limite maximale de 1250 € nets d'impôts et de charges sociales**.

Le paiement de cette somme, qui ne pourra excéder le montant des cotisations annuelles au RCI, sera uniquement conditionné au fait d'être **en activité au 15 mars 2020 et immatriculé avant le 1^{er} janvier 2019**.

+ Circulaire U2P 20.114

Elle sera **versée avant la fin du mois d'avril par le CPSTI, via les URSSAF**, sans que les indépendants concernés n'aient **la moindre démarche à accomplir**. Cette aide sera **cumulable avec le fonds de solidarité** mis en place par le gouvernement à l'intention des petites entreprises.

Elle est également cumulable avec **l'aide financière proposée dans le cadre de l'action sociale du CPSTI**.

Ainsi, les travailleurs indépendants de l'artisanat et du commerce aujourd'hui en grande difficulté, bénéficieront d'une forme de revenu de substitution, et ce sans que les finances publiques soient mises à contribution.

En savoir plus sur le site Internet de la Sécurité sociale des indépendants : <https://www.secu-independants.fr/cpsti/actualites/actualites-nationales/epidemie-de-coronavirus/#c47714>

Indemnité exceptionnelle de perte de gains – Agirc-Arrco

À l'instar du CPSTI, l'Agirc-Arrco a souhaité accorder une aide exceptionnelle aux chefs d'entreprise ayant la qualité de salariés (gérants minoritaires de SARL, SAS...) et qui cotisent au régime de retraite complémentaire.

Ils devront en faire la demande auprès de l'Agirc-Arrco qui pourra accorder une aide pouvant aller jusqu'à 1 500 euros en fonction des pertes de revenus déclarées par le dirigeant. Cette décision saluée par l'U2P est en vigueur depuis le 11 mai. Elle

contribuera à atténuer les difficultés des dirigeants salariés qui sont très nombreux à avoir subi des pertes de revenus et qui pour certains, restaient à l'écart des différents dispositifs de soutien mis en place par le gouvernement.

Démarches et informations complémentaires :
<https://www.agirc-arrco.fr/actualites/detail/covid-19-lagirc-arrco-met-en-place-une-aide-exceptionnelle-dediee-aux-salaries/>

Plans de règlement des impôts dus pendant la période de crise sanitaire

La DGFiP a mis en place un dispositif de plans de règlement permettant aux entreprises d'étaler - sur une durée pouvant atteindre 3 ans - le paiement de leurs impôts dus pendant la période de crise sanitaire.

Ces plans s'adressent aux commerçants, artisans et professions libérales ayant débuté leur activité au plus tard en 2019, quel que soit leur statut (société, entrepreneur individuel, etc.) et leur régime fiscal et social (y compris micro-entrepreneurs), sans condition de secteur d'activité ou de perte de chiffre d'affaires.

Sont concernés les impôts directs et indirects recouverts par la direction générale des Finances publiques, sauf ceux résultant d'un contrôle fiscal, et dont le paiement devait intervenir entre le 1^{er} mars 2020 et le 31 mai 2020, le cas échéant avant décision de report au titre de la crise sanitaire (notamment

TVA, prélèvement à la source dus au titre des mois de février à avril 2020, soldes d'impôt sur les sociétés).

Ces plans sont d'une durée de **12, 24 ou 36 mois** (durée calculée en fonction de l'endettement fiscal et social de l'entreprise). Pour les plans d'une durée inférieure ou égale à 12 mois, l'entreprise n'a pas à fournir de garanties.

Les entreprises remplissant les conditions peuvent faire leur demande de plan de règlement avant le 31 décembre 2020, à l'aide du [formulaire de demande de plan de règlement « spécifique covid-19 »](#) depuis la messagerie sécurisée de leur [espace professionnel](#), ou à défaut par courriel ou courrier adressé au service des impôts dont elles dépendent.

Pour en savoir plus : <https://www.impots.gouv.fr/portail/actualite/covid-19-octroi-de-plans-de-reglement-aux-entreprises-rencontrant-des-difficultes-en>

Report du paiement de certains impôts et remise d'impôt direct

Pour les travailleurs indépendants, il est possible de moduler à tout moment le taux et les acomptes de prélèvement à la source de l'impôt sur le revenu. Il est aussi possible de reporter le paiement de leurs acomptes de prélèvement à la source sur leurs revenus professionnels d'un mois sur l'autre jusqu'à trois fois si leurs acomptes sont mensuels, ou d'un trimestre sur l'autre si leurs acomptes sont trimestriels.

Toutes ces démarches sont accessibles via [leur espace particulier](#), rubrique « Gérer mon prélève-

ment à la source » : toute intervention avant le 22 du mois sera prise en compte pour le mois suivant.

Pour les situations les plus difficiles, il est également possible de demander **une remise sur les impôts directs.** L'entreprise doit alors renseigner le formulaire en justifiant sa demande (informations sur la baisse du chiffre d'affaires, sur les autres dettes à honorer, sur la situation de la trésorerie).

Pour en savoir plus : <https://www.impots.gouv.fr/portail/node/13465>

Suspension des contrôles fiscaux

Le Ministre de l'Action et des Comptes publics a indiqué que les contrôles fiscaux en cours sont suspendus (le délai de cette mesure n'est pas précisé).

Aucun nouveau contrôle fiscal ne sera lancé.

Par ailleurs, des aménagements sont à l'étude pour les mises en recouvrement forcé des dettes fiscales.

De telles facilités pourraient aussi s'appliquer aux crédits de TVA dont le remboursement est suspendu en raison de contrôles fiscaux en cours. Les entreprises concernées pourraient tenter d'en demander le remboursement immédiat.

Solliciter la Commission des chefs de services financiers

La Commission des chefs de services financiers (CCSF) peut accorder aux entreprises qui rencontrent des difficultés financières des délais de

paiement pour s'acquitter de leurs dettes fiscales et sociales (part patronale) en toute confidentialité.

Voir le site de la DGFIP : <https://www.impots.gouv.fr/portail/professionnel/ccsf-etcodeficiri>

Fonds de solidarité

Un Fonds de solidarité financé par l'Etat et les Régions a été créé pour aider les petites entreprises les plus touchées par la crise.

Peuvent bénéficier de cette aide défiscalisée pouvant aller jusqu'à 1 500 euros les petites entreprises qui emploient moins de 11 salariés, font moins de 1 million d'euros de chiffre d'affaires et ont un bénéfice annuel imposable inférieur à 60 000 euros* et qui :

- font l'objet d'une interdiction d'accueil du public intervenue le mois au titre duquel la demande d'aide est formulée ;

ou bien :

- **pour l'aide versée au titre du mois de mars** : qui connaissent une perte de chiffre d'affaires d'au moins 50 % au mois de mars 2020 par rapport au mois de mars 2019 ;
- pour les aides versées au titre des mois d'avril, mai et juin : qui connaissent une perte de chiffre d'affaires d'au moins 50 % pour le mois considéré en 2020 par rapport au même mois en 2019 ou au chiffre d'affaires mensuel moyen sur 2019.

+ *Pour les entreprises en nom propre, ce montant de 60 000 euros est doublé si le conjoint du chef d'entreprise exerce une activité professionnelle régulière dans l'entreprise sous le statut de conjoint collaborateur ; pour les sociétés, 60 000 euros par associé et conjoint collaborateur.

Fonds de solidarité

À noter

Au titre des pertes des mois de mai, juin, juillet et août 2020, le dispositif est ouvert aux entreprises ayant au plus 20 salariés et moins de 2 millions d'euros de chiffre d'affaires qui exercent leur activité principale dans des secteurs* particulièrement touchés par la crise (hôtels, cafés, restaurants, tourisme, événementiel, sport, culture) ainsi qu'aux entreprises remplissant les mêmes conditions de seuil exerçant leur activité principale dans des secteurs d'activité* dépendant des secteurs précédemment mentionnés et qui ont subi une perte de chiffre d'affaires de plus de 80 % entre le 15 mars 2020 et le 15 mai 2020.

Pour les personnes physiques ayant bénéficié d'une ou de plusieurs pensions de retraite ou d'indemnités journalières de sécurité sociale et les personnes morales dont le dirigeant majoritaire a bénéficié de telles pensions ou indemnités, au titre du mois :

- d'avril : le montant de l'aide est réduit du montant des retraites et indemnités journalières perçues ou à percevoir au titre du mois considéré ;
- de mai et juin : le montant de la subvention est égal à la perte de chiffre d'affaires, le montant cumulé de l'aide, des pensions de retraites et des indemnités journalières perçues ou à percevoir au titre du mois de mai 2020 ne pouvant toutefois excéder 1 500 euros.

+ * Secteurs concernés listés en annexes 1 et 2 du décret n° 2020-371 du 30 mars 2020.

Fonds de solidarité

Les entreprises en redressement judiciaire ou en procédure de sauvegarde peuvent également bénéficier du fonds de solidarité à l'exception de celles se trouvant en liquidation judiciaire au 1^{er} mars 2020.

Sur simple déclaration sur le site de la DGFIP, impots.gouv.fr, l'entreprise peut bénéficier de l'aide défiscalisée.

Aide complémentaire

Les entreprises les plus en difficulté peuvent solliciter une aide complémentaire de 2 000 € à 5 000 € auprès des services de la Région où elles exercent leur activité si au jour de la demande, elles :

- ont bénéficié du premier volet du fonds (les 1 500 € ou moins) ;
- emploient, au 1^{er} mars 2020, ou au 10 mars pour les entreprises créées après le 1^{er} mars 2020, au moins un salarié en contrat à durée indéterminée ou déterminée ou elles ont fait l'objet d'une interdiction d'accueil du public entre le 1^{er} mars 2020 et le 30 juin 2020 et ont un chiffre d'affaires constaté lors du dernier exercice clos supérieur ou égal à 8 000 euros. Pour les entreprises n'ayant pas encore clos d'exercice, le chiffre d'affaires mensuel moyen sur la période comprise entre la date de création de l'entreprise et le 29 février 2020 doit être supérieur ou égal à 667 euros ;
- se trouvent dans l'impossibilité de régler leurs dettes exigibles dans les trente jours et le montant de leurs charges fixes, y compris les loyers commerciaux ou professionnels restant à régler au titre des mois de mars, d'avril et de mai 2020, est négatif.

Fonds de solidarité

Pour les entreprises ayant au moins un salarié appartenant à des secteurs particulièrement touchés par la crise (hôtels, cafés, restaurants, tourisme, événementiel, sport, culture), le plafond de l'aide accordée au titre du deuxième volet du fonds est porté à 10 000 euros.

Des plateformes régionales sont ouvertes à cet effet. La demande d'aide doit être réalisée au plus tard le 15 octobre 2020. Une seule aide peut être attribuée par entreprise.

À l'initiative du département, de l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre ou de la commune du lieu de domiciliation et sur délibération de l'organe délibérant de ces collectivités ou établissements adoptée avant le 31 octobre 2020, les entreprises bénéficiaires de l'aide complémentaire ayant déposé leur demande avant le 15 octobre 2020 peuvent se voir attribuer des aides complémentaires. Le montant de cette

aide peut être de 500, 1 000, 1 500, 2 000, 2 500 ou 3 000 euros.

Dossier gouvernemental avec tableau de référence de calcul pour la perte de chiffre d'affaire : https://www.economie.gouv.fr/files/files/PDF/2020/DP-Fonds_de_solidarite.pdf

FAQ du gouvernement sur le Fonds de solidarité : <https://www.impots.gouv.fr/portail/>

- + Ordonnance du 25 mars 2020
- + Décret n°2020-371 du 30 mars 2020
- + Décret n°2020-394 du 2 avril 2020 modifiant le décret n°2020-371 du 30 mars 2020
- + Décret n°2020-433 du 16 avril 2020 modifiant le décret n°2020-371 du 30 mars 2020
- + Décret n°2020-552 du 12 mai 2020 modifiant le décret n°2020-371 du 30 mars 2020
- + Décret n°2020-757 du 20 juin 2020 modifiant le décret n°2020-371 du 30 mars 2020
- + Décret n°2020-873 du 16 juillet 2020 modifiant le décret n°2020-371 du 30 mars 2020
- + Décret n°2020-1048 du 14 août 2020 modifiant le décret n°2020-371 du 30 mars 2020
- + Décret n°22-1200 du 30 septembre 2020

Report des loyers, des factures d'eau, de gaz et d'électricité

Le président de la République a annoncé lundi 16 mars 2020 le report du paiement des loyers, factures d'eau, de gaz et d'électricité pour les plus petites entreprises en difficulté.

Les plus petites entreprises éligibles au Fonds de solidarité financé par l'État et les Régions (*voir la rubrique [Fonds de solidarité](#)*) pourront bénéficier de droit de report du paiement des loyers, des factures d'eau, d'électricité et de gaz.

Pour les factures d'eau de gaz et d'électricité : les entreprises qui rencontrent des difficultés peuvent adresser sans tarder par mail ou par téléphone une

demande de report à l'amiable à leur fournisseur d'eau, de gaz ou d'électricité.

Pour le loyer des locaux commerciaux : les principales fédérations de bailleurs ont appelé vendredi 20 mars leurs membres bailleurs à **suspendre les loyers pour l'échéance d'avril et pour les périodes postérieures d'arrêt d'activité imposées par l'arrêté.**

Voir : <https://www.economie.gouv.fr/coronavirus-soutien-entreprises> ainsi que la brochure du gouvernement : <https://www.economie.gouv.fr/files/files/PDF/2020/Coronavirus-MINEFI-10032020.pdf>

+ Ordonnance n° 2020-316 du 25 mars 2020 relative au paiement des loyers, des factures d'eau, de gaz et d'électricité afférents aux locaux professionnels des entreprises dont l'activité est affectée par la propagation de l'épidémie de covid-19.

Prêts garantis par l'État (PGE)

Jusqu'au 31 décembre 2020, les entreprises de toute taille, quelle que soit leur activité (artisans, commerçants, professions libérales, exploitants agricoles, associations et fondations ayant une activité économique), quelle que soit leur forme juridique (entreprise individuelle, société) et quel que soit leur statut fiscal et social, pourront demander à leur banque un prêt garanti par l'État pour soutenir leur trésorerie.

Ce prêt pourra représenter jusqu'à 3 mois de chiffre d'affaires 2019, ou deux années de masse salariale pour les entreprises innovantes ou créées depuis le 1er janvier 2019.

Aucun remboursement ne sera exigé la première année ; l'entreprise pourra choisir d'amortir le prêt sur une durée maximale de cinq ans.

En savoir plus sur le dispositif de prêts de trésorerie garantis par l'État : <https://www.economie.gouv.fr/coronavirus-soutien-entreprises>

+ Circulaire U2P [20.70](#) et [20.99](#)

+ Loi de finances rectificative pour 2020 : Article 6 relatif à la garantie de l'état relative aux prêts consentis par les établissements de crédit et les sociétés de financement à compter du 16 mars 2020 et jusqu'au 31 décembre 2020 inclus, à des entreprises non financières immatriculées en France, dans la limite d'un encours total garanti de 300 milliards d'euros

+ [Arrêté du 23 mars 2020](#) accordant la garantie de l'État aux établissements de crédit et sociétés de financement en application de l'article 4 de la loi n° 2020-289 du 23 mars 2020 de finances rectificative pour 2020

+ [Arrêté du 6 mai 2020](#) portant modification de l'arrêté du 23 mars 2020 accordant la garantie de l'Etat aux établissements de crédit et sociétés de financement en application de l'article 6 de la loi no 2020-289 de finances rectificative pour 2020

Subventions pour l'achat d'équipements de protection

Une subvention « Prévention COVID » est proposée par l'Assurance Maladie-Risques professionnels aux entreprises de moins de 50 salariés et aux travailleurs indépendants sans salarié afin de les aider à prévenir la transmission du coronavirus au travail.

Cette subvention s'adresse aux entreprises qui ont investi entre le 14 mars et le 31 juillet 2020 dans des équipements de protection, de distanciation physique ou d'hygiène et de nettoyage.

Les caisses régionales de rattachement (Carsat, Cramif ou CGSS) pourront subventionner jusqu'à

50 % cet investissement. La liste des conditions d'attribution figurant sur le site ameli.fr/entreprise.

La subvention est conditionnée à un minimum d'investissement de 1000 € HT pour une entreprise avec salariés et de 500 € HT pour un travailleur indépendant sans salarié. Le plafond de la subvention fixé à 5 000 € dans les deux cas.

Pour bénéficier de la mesure, il suffit de remplir le formulaire de demande disponible sur ameli.fr/entreprise et de l'adresser à sa caisse régionale de rattachement (Carsat, Cramif ou CGSS) avec les pièces demandées.

Médiation du crédit

La Médiation du crédit est un dispositif public et gratuit qui vient en aide à toute entreprise qui rencontre des difficultés avec sa banque dans tous les cas de refus, ou avec son assureur-crédit, dans tous les cas de réduction ou de résiliation des lignes de garantie.

Pour saisir le médiateur du crédit : <https://media-teur-credit.banque-france.fr>

+ Circulaire U2P 20.104

Pour les demandes liées à la crise du Covid 19, une procédure accélérée est mise en place.

Dans les 48h suivant la saisine, le médiateur vous contacte, vérifie la recevabilité de votre demande, et définit un schéma d'action avec vous. Il saisit les banques concernées. Le médiateur peut réunir les partenaires financiers de votre entreprise pour identifier et résoudre les points de blocage et proposer une solution aux parties prenantes.

Médiation des entreprises

Bénéficiaire de la médiation des entreprises en cas de conflit

La médiation des entreprises propose un service de médiation gratuit, rapide et réactif : un médiateur prend contact avec le saisissant dans les 7 jours afin de définir avec lui un schéma d'action et confidentiel.

Dans le cadre de la crise du covid-19, un comité de crise sur les délais de paiement réunissant le Médiateur des entreprises, le Médiateur national du crédit et les Présidents des organisations professionnelles a été installé. Les entreprises sont invitées à remonter à leur organisation professionnelle les informations concernant les comporte-

ments de paiements des grands clients, aussi bien exemplaires que non-solidaires, le Comité ayant vocation à traiter prioritairement les signalements impliquant les grandes entreprises (ayant à titre indicatif un chiffre d'affaires supérieur à 1,5 milliard d'euros).

Pour saisir le médiateur des entreprises : <https://www.mieist.bercy.gouv.fr>

En amont d'une saisine, pour poser des questions : <https://www.economie.gouv.fr/mediateur-des-entreprises/contactez-mediateur-des-entreprises>

Pour toutes informations : <https://www.economie.gouv.fr/mediateur-des-entreprises/la-mediation>

Déclaration de résultat

Pour tenir compte de la crise sanitaire, le ministre de l'Action et des Comptes publics a adapté le calendrier des principales échéances fiscales des professionnels du mois de mai comme suit :

		AVRIL	MAI	JUIN	JUILLET	AOÛT
Impôts sur les sociétés (IS) et liasse						
Solde 2019	Relevé de solde (2572)		15 mai	au plus tard le 30 juin		
	Paielement		15 mai	au plus tard le 30 juin		
Liasse fiscale 2019 (y/c exercices clos en janvier et février)	Entreprise à l'IS		20 mai	30 juin		
	Entreprise à l'IR (BIC/BNC/BA)		20 mai	30 juin		
	Associations (2070)		5 mai	30 juin		
	SCI (2071)		5 mai	30 juin		
	SCI (2072)		20 mai	30 juin		
	Périmètre d'intégration fiscale			30 juin		
Impôt sur le revenu (IR)						
Déclaration rev. 2019	Revenus BIC/BNC/BA			12 juin, 30 juin si dématérialisée		
CVAE						
Solde 2019	Déclaration 1329-DEF		5 mai (délai de rigueur pour les créditrices)	au plus tard le 30 juin pour les débitrices		
	Paielement		5 mai	au plus tard le 30 juin		
Répartition 2019	Déclaration 1330		20 mai	30 juin		
Autres						
DAS2/Droits d'auteurs	Déclaration	DSN déposée en avril ou...	15 mai	30 juin		...ou DSN déposée en août (au plus tard)
Contrib. audiovis. pub.	Déclaration et paiement sur CA3	15-24 mai	Report de 3 mois pour les secteurs de l'hébergement et de la restauration :		15-24 juillet	

Date initiale reportée ; Date inchangée ; Date du report

Déclaration de TVA

Il est rappelé que seuls les impôts directs peuvent faire l'objet de report de paiement ou éventuellement de remise. **Aussi, aucun report de paiement ou remise de droits en matière de TVA ne peut être accordé aux entreprises.**

Toutefois, dans l'hypothèse où l'entreprise est dans l'incapacité de rassembler l'ensemble des pièces utiles pour établir sa déclaration de TVA (régime du réel normal) dans le contexte actuel de confinement, un système de déclaration reposant sur une évaluation de l'impôt dû est mis en œuvre. L'entreprise peut ainsi :

- comme le prévoit le Bofip en période de congés (paragraphe 260 du Bofip BOI-TVA-DE-

+ Circulaire U2P [20.115](#)

CLA-20-20-10-10), réaliser une simple estimation du montant de TVA due au titre d'un mois et verser le mois suivant un acompte correspondant à ce montant. La marge d'erreur tolérée est de 20 % ;

- **pour les seules entreprises qui ont connu une baisse de leur chiffre d'affaires liée à la crise de covid-19, à titre exceptionnel et pour la durée du confinement décidé par les autorités, verser un acompte forfaitaire de TVA** selon les modalités suivantes à retrouver en ligne sur la FàQ relative aux actions mises en œuvre par la DGFIP : <https://www.impots.gouv.fr/portail/coronavirus-covid-19-le-point-sur-la-situation>

Arrêts de travail liés au covid-19

Situation des non-salariés (artisans, commerçant et professions libérales)

Les modalités des arrêts dérogatoires sont restées inchangées à compter du 1^{er} mai 2020.

Il leur est toutefois demandé de réitérer leur demande d'arrêt de travail au 1^{er} mai, l'ensemble des arrêts dérogatoires en cours étant interrompus au 30 avril. Ainsi, les parents contraints de garder leur enfant de moins de 16 ans ou en situation de handicap et qui ne peuvent télétravailler doivent faire leur déclaration ou la renouveler sur le site declare.ameli.fr à compter du 1^{er} mai.

Les personnes considérées comme à risque de développer une forme sévère de la maladie et prises en charge par l'Assurance Maladie au titre d'une affection longue durée (ALD) ainsi que les femmes enceintes au 3^e trimestre de grossesse

doivent faire leur déclaration ou la renouveler sur le site declare.ameli.fr à compter du 1^{er} mai.

Les autres personnes à risque de forme sévère doivent s'adresser à leur médecin traitant ou à un médecin de ville pour demander à bénéficier d'un arrêt de travail.

Les personnes qui cohabitent avec une personne vulnérable peuvent également, en l'absence de solution de télétravail, solliciter leur médecin traitant ou un médecin de ville, qui pourra prescrire un arrêt de travail s'il l'estime nécessaire.

Voir également le [tableau récapitulatif de l'Assurance maladie](#)

Consultez la [rubrique pour les salariés](#)

+ Circulaire U2P [20.170](#)

MESURES RELATIVES AUX SALARIÉS

Obligations concernant les déplacements des salariés

Trajets entre le domicile et le lieu de travail

Les salariés concernés doivent se munir, lors de leurs déplacements, d'un justificatif de déplacement professionnel rempli par l'employeur.

Pour télécharger le nouveau justificatif de déplacement professionnel : <https://www.interieur.gouv.fr/Actualites/L-actu-du-Ministere/Attestation-de-deplacement-derogatoire-et-justificatif-de-deplacement-professionnel>

+ Article 3 du décret n° 2020-293 du 23 mars 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire : <https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000041746694&categorieLien=id>

Obligations sanitaires vis-à-vis des salariés

Application des mesures dites « barrières » à la propagation du virus

L'employeur reste tenu d'une obligation de sécurité vis-à-vis de ses salariés (il s'agit d'une obligation de moyen).

Dans le cadre de la crise sanitaire, il est incité à associer les instances représentatives du personnel, si elles existent, pour définir les mesures les plus appropriées à l'activité de l'entreprise (voir <https://travail-emploi.gouv.fr/actualites/l-actua->

[ite-du-ministere/article/coronavirus-covid-19-securite-et-sante-des-travailleurs-les-obligations](https://travail-emploi.gouv.fr/actualites/l-actualite-du-ministere/article/coronavirus-covid-19-securite-et-sante-des-travailleurs-les-obligations)).

Le ministère du Travail a mis en ligne le **protocole national de déconfinement** pour les entreprises : <https://travail-emploi.gouv.fr/IMG/pdf/protocole-national-de-deconfinement.pdf>

Le ministère du Travail publie également des **fiches conseils, métier par métier** : <https://travail-emploi.gouv.fr/actualites/l-actualite-du-ministere/article/coronavirus-covid-19-fiches-conseils-metiers-pour-les-salaries-et-les->

Obligations sanitaires vis-à-vis des salariés

En cas de danger grave et imminent pour sa vie ou sa santé

Le salarié est en droit de suspendre son activité après avoir avisé l'employeur de ce danger.

L'Institut national de recherche et de sécurité (INRS) a publié et met à jour régulièrement un « Focus juridique » relatif aux obligations des employeurs et des salariés en période de pandémie : <http://www.inrs.fr/publications/juridique/focus-juridiques/focus-juridique-coronavirus.html>

L'INRS a également mis en ligne une FAQ sur les mesures de prévention pouvant être mises en œuvre en entreprise en lien avec le covid-19 : <http://www.inrs.fr/actualites/COVID-19-et-entreprises.html>

L'Agence nationale pour l'amélioration des conditions de travail (ANACT) a publié un dossier « Coronavirus et conditions de travail » abordant tout particulièrement le sujet du télétravail : <https://www.anact.fr/dossier-coronavirus-et-conditions-de-travail>

Conditions de recours à l'activité partielle

Compte tenu des circonstances exceptionnelles liées à l'épidémie de coronavirus, le gouvernement a aménagé le dispositif d'activité partielle de manière rétroactive. Les nouvelles modalités concernent toutes les demandes d'indemnisation adressées par les employeurs au titre des heures chômées à compter du 1er mars 2020.

Toutes les entreprises peuvent bénéficier du dispositif d'activité partielle, qu'elles ferment totalement leur établissement ou qu'elles réduisent leur activité.

Le schéma suivant précise les conditions d'éligibilité et confirme que dès lors que le chef d'entreprise n'est pas en capacité de mettre en œuvre les mesures de prévention nécessaires pour la protection de la santé de ses salariés, il est éligible au dis-

positif d'activité partielle : <https://travail-emploi.gouv.fr/actualites/l-actualite-du-ministere/article/coronavirus-covid-19-employeurs-etes-vous-eligibles-a-l-activite-partielle>

L'entreprise peut déposer sa demande d'activité partielle pour le mois de mars jusqu'au 30 avril, avec effet rétroactif, sur le site : <https://activitepartielle.emploi.gouv.fr/aparts/>

L'autorisation d'activité partielle est rétroactive : elle vaut à partir du jour où l'activité partielle a été mise en place dans l'entreprise.

Présentation en détail du dispositif exceptionnel d'activité partielle par le ministère du Travail : <https://travail-emploi.gouv.fr/IMG/pdf/covid19-doc-precisions-activite-partielle.pdf>

+ Détail circulaires U2P [20.52](#), [20.71](#), [20.103](#), [20.85](#), [20.145](#), [20.152](#), [20.158](#) et [20.171](#)

+ Ordonnance n°2020-346 du 27 mars 2020 et n°2020-460 du 22 avril 2020

Conditions d'exercice du droit de retrait

Un travailleur peut se **retraiter d'une situation de travail** dont il a un motif raisonnable de penser qu'elle présente un **danger grave et imminent** pour sa vie ou sa santé. Il doit alerter l'employeur de cette situation. Il s'agit d'un droit individuel et subjectif.

Ce droit vise une **situation particulière de travail** et non une situation générale de pandémie.

Dans le contexte actuel, le droit individuel de retrait ne peut en principe pas trouver à s'exercer à condition que l'employeur :

- ait mis en œuvre les dispositions prévues par le code du travail et les recommandations natio-

+ Détail circulaire U2P [20.31](#)

+ Articles L. 4131-1 et suivants du Code du travail

nales (<https://www.gouvernement.fr/info-coronavirus>) visant à protéger la santé et à assurer la sécurité de son personnel,

- ait informé et préparé son personnel, notamment dans le cadre des institutions représentatives du personnel.

L'appréciation des éléments pouvant faire penser que le maintien au poste de travail présente un danger grave et imminent relève, le cas échéant, du juge qui vérifie le caractère raisonnable du motif.

Mesures relatives aux congés et durée du travail

Plusieurs mesures permettent à l'employeur d'adapter l'organisation de travail de son entreprise tout en assurant à ses salariés le versement de l'intégralité de leur rémunération et en disposant des compétences de ses salariés dès la fin du confinement :

En cas de réduction d'activité, l'employeur peut imposer la prise de jours de congés ou en modifier les dates :

- S'il s'agit de jours de congés payés, la mise en œuvre est conditionnée à la conclusion d'un accord collectif
- S'il s'agit de jours de RTT, de jours de repos conventionnels, de droits affectés au compte épargne-temps, la mise en œuvre peut être

concomitante à l'information du CSE (s'il existe) et l'avis du CSE doit être rendu dans le mois suivant l'information,

En cas d'augmentation de l'activité, l'employeur peut augmenter les durées maximales de travail et réduire la durée du repos quotidien dès l'information du CSE, s'il existe, qui doit rendre son avis dans le mois suivant l'information.

Pour certaines entreprises déterminées par décret, l'employeur peut attribuer le repos hebdomadaire par roulement après en avoir informé le CSE, s'il existe, qui peut rendre son avis postérieurement à la mise en œuvre mais dans le mois qui suit l'information.

+ Circulaires U2P [20.83](#) et [20.103](#)

Élections professionnelles

Le processus visant à élire les membres du comité social et économique (CSE) est suspendu jusqu'à une date fixée à trois mois après la date de cessation de l'état d'urgence sanitaire déclaré.

L'organisation du scrutin visant à mesurer l'audience syndicale auprès des salariés des entreprises de moins de onze salariés est reporté au

premier semestre de l'année 2021. Les mandats des salariés au sein des conseils de prud'hommes et des Commissions paritaires régionales interprofessionnelles sont prorogés au plus tard respectivement jusqu'au 31 décembre 2022 et 31 décembre 2021.

+ Circulaire U2P [20.93](#) et [20.100](#)

Versement de la prime exceptionnelle de pouvoir d'achat aux salariés

Une ordonnance prise le 1^{er} avril 2020 (*voir infra*) assouplit les conditions de versement de la prime exceptionnelle de pouvoir d'achat.

Toutes les entreprises peuvent verser cette prime exceptionnelle exonérée, jusqu'à 1 000 euros, de cotisations et contributions sociales et d'impôt sur le revenu.

La date limite de versement de la prime est repoussée du 30 juin au 31 août 2020.

Pour les entreprises mettant en œuvre un accord d'intéressement, ce plafond est relevé à 2 000 euros.

Afin de permettre de récompenser plus spécifiquement les salariés ayant travaillé pendant l'épidémie de covid-19, un nouveau critère de modulation du montant de la prime pourra également être retenu par l'accord collectif ou la décision unilatérale de l'employeur mettant en œuvre cette prime. Il sera désormais possible de tenir compte des conditions de travail liées à l'épidémie.

+ Voir circulaire U2P [20.96](#)

+ Ordonnance du 1^{er} avril 2020 modifiant la date limite et les conditions de versement de la prime exceptionnelle de pouvoir d'achat

Arrêts de travail liés au covid-19

Situation des salariés

Depuis le 1^{er} mai 2020, le dispositif d'indemnisation des arrêts de travail dérogatoires créé dans le cadre de la crise sanitaire du covid-19 pour les parents contraints de garder leur enfant, les personnes présentant un risque de développer une forme sévère de la maladie ou les personnes cohabitant avec ces personnes a évolué pour les salariés.

Les personnes concernées sont désormais placées en activité partielle par leur employeur qui leur versera une indemnisation.

Concernant la gestion des arrêts dérogatoires qui ont pris fin au 30 avril, deux fiches pratiques publiées par l'Assurance maladie détaillent les modalités pour chaque situation.

Ces fiches sont disponibles en téléchargement : [garde d'enfant](#) et [personnes vulnérables](#)

Voir aussi le [tableau récapitulatif de l'Assurance maladie](#)

Consultez la [rubrique pour les non-salariés](#)

AIDES DE L'UNION EUROPÉENNE

Utilisation des fonds structurels, dont le soutien au financement des fonds de roulement des PME

En réaction à l'épidémie de covid-19, la Commission européenne prend une initiative d'investissement pour un total de plus de 37 milliards d'euros.

Une partie des fonds sera débloquée rapidement grâce à l'annulation du remboursement des pré-financements FEDER, FSE et FEAMP non dépensés.

Le FEDER permettra de soutenir le financement des fonds de roulement des PME lorsque cela est nécessaire.

Pour la France, la mesure permettra de fournir 312 millions d'euros de liquidités, complétées par un montant de 338 millions d'euros du budget de l'UE, soit 650 millions d'euros.

La Commission européenne a proposé un second texte le 2 avril afin de renforcer la mobilisation des fonds structurels, assurer une plus grande flexibilité aux États membres dans l'allocation des fonds, supprimer l'obligation de cofinancement national, et simplifier les procédures administratives.

CONTRATS ET CONTENTIEUX



Contrats publics

Marchés de l'État : le coronavirus est un cas de force majeure

Le ministre de l'Economie et des Finances a déclaré le 28 février 2020 : « *Pour tous les marchés publics de l'État, si jamais il y a un retard de livraison de la part des PME ou des entreprises, nous n'appliquons pas de pénalités* ».

Marchés des collectivités territoriales : le Ministre a invité les collectivités à retenir une position identique.

Voir fiche publiée par le Ministère de l'Economie et des Finances le 18 mars 2020, « La passation et l'exécution des marchés publics en situation de crise sanitaire » : https://www.economie.gouv.fr/files/files/directions_services/daj/fiche-passation-marches-situation-crise-sanitaire.pdf

Contrats publics

Incidences concrètes sur la vie des projets

La force majeure ne sera invocable que s'il existe un lien de causalité entre le manquement concerné et le virus. Il reviendra aux sociétés titulaires de marchés de prouver l'existence de ce lien de causalité, et de démontrer que le virus les place dans l'impossibilité absolue d'exécuter leurs prestations (cf. fiche précitée du 18 mars 2020) ;

S'agissant des contrats conclus très récemment, la question du caractère « imprévisible » de l'évènement pourrait se poser. Il reste possible de distinguer l'évènement lui-même (prévisible depuis quelques temps) de ses conséquences (difficiles à prévoir en détail), mais il n'est pas acquis que le Juge retiendra une telle distinction.

Contentieux

Juridictions civiles et commerciales

Réduction des activités : annulation des audiences prévues et prorogation des délibérés.

Seules sont traitées les urgences civiles et commerciales absolues, référés et requêtes, et redres-

sements judiciaires concernant les entreprises avec salariés.

Juridictions administratives

Seules les affaires revêtant un caractère d'urgence (principalement référés) sont appelées en audience.

AIDES RÉGIONALES

Les mesures d'accompagnement des Régions

Les engagements des Régions

- Participation à hauteur de 500 millions d'euros au Fonds de solidarité en faveur des TPE et des travailleurs indépendants ;
- Création de cellules de crise régionales ;
- Réponses aux problèmes de trésorerie immédiate (garantie, prêt rebond, différé de remboursement, etc.) ;
- Non-application de pénalités en cas de retard dans le cadre des marchés publics ;
- Accélération du paiement des fournisseurs et prestataires ;
- Mise en place de moratoires sur les remboursements de prêts et des loyers dus ;

- Assouplissement des dispositifs régionaux jusqu'au 31 octobre 2020 (taux nuls, allongements de remboursement, différés de remboursement supplémentaires) ;
- Mobilisation des groupements de prévention agréés (GPA) pour l'accompagnement des entreprises ;
- Mise en place de numéros verts dédiés aux acteurs économiques.

Voir la [synthèse des mesures prises par les Régions](#)

Retrouvez les [contacts dédiés à l'accompagnement des entreprises dans le cadre de l'épidémie de coronavirus, région par région](#)

Accédez aux mesures Région par Région

[Auvergne-Rhône-Alpes](#)

[Bourgogne-Franche-Comté](#)

[Bretagne](#)

[Centre-Val de Loire](#)

[Corse](#)

[Grand Est](#)

[Hauts-de-France](#)

[Île-de-France](#)

[Normandie](#)

[Nouvelle-Aquitaine](#)

[Occitanie](#)

[Pays de la Loire](#)

[Provence-Alpes-Côte d'Azur](#)